



Lundi 3 juin 2013

Un printemps turc !

Après les printemps arabes de Tunis et du Caire, après les explosions sociales de Grèce ou d'Espagne, c'est en Turquie, ce pays chéri de Renault, Bosch ou Siemens pour sa main d'œuvre bon marché, que la colère fait rage. La place Taksim, au centre d'Istanbul a été envahie depuis vendredi dernier par des dizaines de milliers de manifestants. Ils y expriment un ras-le-bol généralisé face au gouvernement et à la situation sociale.

La répression de la police turque ne s'est pas faite attendre faisant plus de 1000 blessés du côté des manifestants. La mobilisation n'a pas désarmé pour autant, et s'est étendue comme une traînée de poudre dans tout le pays, contraignant les forces de l'ordre à se mettre provisoirement en retrait. Un printemps turc est-il en train de naître à Istanbul ?

Au départ de cette mobilisation, il y a la décision de la municipalité AKP (parti conservateur du premier ministre Erdogan dit « islamiste modéré ») de raser un parc du centre-ville au profit d'un centre commercial. Contre cette décision, quelques centaines de personnes ont installé leur campement pour empêcher la progression des travaux. Vendredi, une violente tentative de les déloger a déclenché une formidable vague de mobilisation. Les manifestants ont alors mis toutes leurs revendications sur le tapis. La goutte d'eau a fait déborder le vase. Et le vase commençait déjà à être bien rempli.

De nombreuses grèves ces derniers mois

Car si on présente souvent la Turquie comme un pays à la croissance modèle, là comme ailleurs, les problèmes sociaux sont explosifs. Le salaire minimum s'établit à 410 euros, tandis que la durée légale de travail s'élève à 45h/semaine pour monter à plus de 60h dans la pratique. Dans ce contexte, alors que la bourgeoisie au pouvoir ne cesse d'afficher une arrogante prospérité, de nombreuses grèves ont éclaté ces derniers mois. Bien souvent, d'abord pour obtenir la création de syndicats dans un pays où la plupart des patrons interdisent de fait leur existence. Autre motif de mécontentement, l'inflation qui s'est élevée à 40% pour le gaz ou le pétrole sur l'année écoulée. Les augmentations de salaire n'en sont que plus

cruciales. A Renault Bursa, en novembre dernier, 1500 salariés ont fait grève pour contester les augmentations ridicules accordées et le syndicat qui les avait acceptées derrière leur dos. Ce type de grève s'est multiplié récemment, touchant des entreprises dans le textile, la métallurgie (Bosch...) ou encore la compagnie aérienne Turkish Airlines.

Face à cette contestation sociale, le gouvernement AKP manie la matraque. Après avoir arrêté 126 syndicalistes en février dernier, il a fait interdire la manifestation du 1er mai à Istanbul. Craignant la convergence des mécontentements, 22 000 policiers avaient été déployés pour empêcher tout rassemblement.

Aujourd'hui, ces mesures policières sont insuffisantes pour contenir la montée de la colère populaire. Une cinquantaine de villes ont vu des manifestations monstres parcourir leurs rues. Et la contestation va bien au-delà de la question du parc : la vie chère, les loyers, les salaires et le renversement d'un régime autoritaire sont mis sur le devant de la scène.

Ce printemps turc sera-t-il suivi d'un été prometteur ? En tout cas, il a déjà pris au dépourvu non seulement le régime turc, mais tous les régimes de la région et les grandes puissances.

La classe ouvrière en Turquie est nombreuse et forte de nombreuses luttes courageuses. Si elle devenait le fer de lance de la mobilisation populaire, elle redonnerait espoir aux révolutions d'Egypte et de Tunisie, tout en nous donnant l'exemple des luttes contre les patrons de Turquie, qui sont aussi les nôtres. Nous sommes tous concernés.

Nouvelle Casse Sociale

La semaine dernière, la direction a organisé dans tous les secteurs des briefings pour parler de son « Nouveau Contrat Social ». Elle peut nous servir tout son baratin, nous ne sommes pas dupes : il s'agit de la même chose que les accords de compétitivité imposés aux salariés de Renault et d'ailleurs. Aggraver nos conditions de travail (mobilités, flexibilité, salaire, temps de travail) tout en continuant à licencier et à fermer les usines.

Nous n'avons aucune raison de céder à ce chantage : c'est nous qui sommes à l'origine de leurs profits, et pas l'inverse !

Les jeunes au chômage, les anciens au turbin ?

La direction refuse le départ à un ouvrier de l'outillage alors qu'il a près de 44 ans d'ancienneté.

Elle dit avoir besoin de ses compétences, mais ce n'est pas à lui de payer pour les choix qu'elle a fait : depuis des années refuser d'embaucher et de former des jeunes aux métiers de l'outillage. Elle nous parle de départs volontaires... pour ceux qu'elle aura elle-même désignés.

Même arnaque, même colère

Depuis le mois de mai la direction annonce des H+ collectives ou individuelles tous les samedis et vendredis après-midi, et ça va continuer jusqu'aux vacances. PSA veut nous imposer des heures supp' non payées (collectives) en nous promettant des H+ individuelles à condition qu'on vienne aussi en H+ collectives. Tu parles d'un volontariat !

Venir travailler gratuitement sur nos jours de repos tandis que la direction a annoncé zéro augmentation de salaire cette année ? Ça leur a déjà valu une grève en avril 2009, peut-être qu'ils veulent qu'on leur rafraîchisse la mémoire.

Salaires de rien

Depuis que le service paye est parti à Poissy, il y a souvent des problèmes. En fin de mois si la paye se fait attendre, cela peut créer bien des soucis à nombre d'entre nous. Vu ce qu'elle nous paye, il ne faut pas que la direction s'étonne qu'on en soit à deux jours près.

C'est elle qui est pénible

Les collègues du deuxième et du troisième étages du bâtiment administratif vont devoir déménager. La direction prétexte des problèmes de « sécurité et de pénibilité » pour le personnel concerné... la bonne blague ! Il s'agit en fait de fermer ces zones pour y économiser l'entretien et le chauffage des surfaces. Et la pénibilité risque d'être bien pire lorsqu'il va falloir s'entasser à plus nombreux encore dans les secteurs de destination.

Un petit tour et puis s'en va

Le gestionnaire ouvrier a quitté l'usine. Avant son départ, il a tenu à venir nous dire au revoir.

Part-il dans le cadre du PREC et des magnifiques opportunités qu'il est censé nous offrir ? On ne se fait pas de souci pour lui en tout cas.

Les patrons n'ont pas fini de s'en faire !

À Aulnay, rien n'est terminé : lundi 27 mai, 80 salariés ont débrayé pour réclamer l'extension à toute l'usine des mesures que la direction n'avait accordées qu'aux seuls anciens grévistes. Plusieurs centaines de non grévistes avaient déjà donné leur signature pour les mêmes exigences.

Mercredi 29, la direction a cédé et a étendu la prime de 20 000 € à toute l'usine. Elle s'est ravisée peu après en décrétant que la prime ne serait accordée qu'à ceux qui obtiendraient une promesse d'embauche, un CDI ou un CDD de 3 mois... avant le 7 juin. Bon courage !

Que les patrons ne jouent pas trop aux malins, la colère des ouvriers ces prochains temps pourrait leur arracher bien autre chose que des minimales primes de départ.

Chômeurs PSA « made in France »

Six voitures produites par PSA viennent d'obtenir un label « origine France garantie » délivré par le gouvernement. Ce label avait été inventé avec l'intention ridicule d'exalter le nationalisme du consommateur, soi-disant pour protéger les emplois.

« Cette labellisation témoigne ainsi de notre engagement de rester un acteur industriel majeur sur le territoire français », affirme sans rire le PDG de PSA Varin. Fermeture d'Aulnay et Meudon, 1 400 suppressions de postes à Rennes, accords de flexibilité pour tout le groupe, etc.

Le label que devrait recevoir PSA, c'est plutôt celui du licencier exploiteur garanti « made in France ».

La force des travailleurs, c'est la grève !

Les salariés de Faurecia Theillay (Loir-et-Cher) ont fait plusieurs jours de grève la semaine dernière. « Travailler 4 heures de plus et être payés 150 à 200 euros de moins » (soit 10 à 15% des salaires). Le référendum orchestré par la direction a été rejeté par les salariés à 140 voix contre 40. La direction en a pris acte et devrait retirer son projet.

Un avant goût des chantages et autres accords compétitivité que la direction de PSA veut imposer à tout le groupe ? Ceux de Faurecia ont répondu par la grève et ont fait reculer leur direction.